

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

30 août 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(8 articles)

LA VOIX DU NORD

mardi 30 août 2016

Activité économique : quel est le moral des troupes en cette rentrée ? (739 mots)

par Jean-Marc Petit et Kévin Moreau economie@lavoixdunord.fr Région. Le dernier pointage de la Banque de France était plutô...

Page 7

LA VOIX DU NORD

mardi 30 août 2016

Sanitaire, social, ferroviaire, automobile... : les inquiétudes des syndicats (433 mots)

Les inquiétudes sont beaucoup plus précises du côté des grandes organisations syndicales. Pascal Catto (secrétaire général ...

Page 8

Aujourd'hui
en France

mardi 30 août 2016

Chômage : à chaque territoire sa recette (436 mots)

S'ENGAGER sur une baisse du chômage, promettre de retrouver le paradis perdu du plein-emploi... pas un politique n'y résiste. D'une ca...

Page 9

Aujourd'hui
en France

mardi 30 août 2016

Promesses et réalité (125 mots)

Les bonnes vieilles promesses électorales ne s'usent jamais : en 2017 comme en 2012, les candidats, abracadabra, s'engageront à « inverser la cou...

Page 10

Aujourd'hui
en France

mardi 30 août 2016

« Ce qui compte, c'est le nombre d'emplois créés »(422 mots)

POUR MATHIEU Plane, économiste à l'OFCE, un bon taux de chômage ne traduit pas forcément le dynamisme d'un territoire. ...

Page 11

Aujourd'hui
en France

mardi 30 août 2016

Saint-Flour dit merci à l'A 75 (386 mots)

Saint-Flour (Cantal) De notre correspondant A PRIORI, Saint-Flour (Cantal) et ses environs ne ressemblent pas à l'...

Page 12

Aujourd'hui
en France

mardi 30 août 2016

Les chantiers navals maintiennent Cherbourg à flot (324 mots)

Cherbourg (Manche) De notre correspondant UN CHÔMAGE à 9,2 %, rien de plus banal en France, avec une moyenne en mé...

Page 13

Aujourd'hui
en France

mardi 30 août 2016

A Houdan, les PME se serrent les coudes (403 mots)

Houdan (Yvelines) « NOUS SOMMES dans une région privilégiée avec un superbe cadre de vie où il fait bon vivre et travailler...

Page 14

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(2 articles)



mardi 30 août 2016

Et les Mille Vaches dans tout ça ? (606 mots)

D'un côté, une ferme « géante » (1000 vaches dans le projet initial, 500 selon l'autorisation préfectorale, un peu moins de 9...

Page 16



mardi 30 août 2016

Les consommateurs picards sont divisés (349 mots)

Beaucoup de consommateurs ont de l'empathie pour les producteurs laitiers, reconnaissant que leur métier n...

Page 17

VP8 - CULTURE

(2 articles)



mardi 30 août 2016

Exposition sur Napoléon : ces œuvres que l'on verra dans un an au musée (543 mots)

PAR BENJAMIN DUBRULLE arras@lavoixdunord.fr ARRAS. Certes, l'exposition ne sera visible que dans un peu plus d'un an, mais ...

Page 19



mardi 30 août 2016

Vers une gratuité au musée des Beaux-Arts (171 mots)

C'est Frédéric Leturque qui l'a annoncé, lundi midi, lors de la signature de la convention de partenariat Versailles à Arra...

Page 20

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(1 article)



mardi 30 août 2016

Centre AFPA : « Plus aucune programmation sur le site » (277 mots)

(277 mots)

Le directeur des ressources humaines présidait, hier, la réunion des délégués du personnel. «Il a confirmé qu'il n'y aura p...

Page 22

VP11 - LYCÉES

(1 article)



mardi 30 août 2016

Lycée des Hauts-de-Flandre : mobilité, numérique, langues... (472 mots)

(472 mots)

par isabelle ellender seclin@lavoixdunord.fr SECLIN. Sandrine Benafquir, la proviseur du lycée des Hauts-de-Flandre, vient ...

Page 24

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(3 articles)

Le Monde

mardi 30 août 2016

A Calais, près de 10 000 migrants dans l'impasse (1470 mots)

Ashraf trébuche avant de récupérer in extremis son équilibre. Ce n'est pas la première fois que ses pieds butent sur l'ench...

Page 26

Le Monde

mardi 30 août 2016

Mobilisation pour plus de 800 mineurs isolés (609 mots)

Ahmed a les cheveux dans les yeux, et pas de mère pour lui demander de les relever. Devant sa tente, dans la « jungle » de ...

Page 28

Le Monde

mardi 30 août 2016

Sarkozy en appelle au Royaume-Uni (163 mots)

Nicolas Sarkozy a demandé, samedi 27 août, l'ouverture, en Angleterre, d'un centre de traitement des demandes d'asile pour ...

Page 29

POLITIQUE RÉGIONALE

(4 articles)

**Courrier
picard**

mardi 30 août 2016

Xavier Bertrand fait vérifier l'absence de micros-espions

...
...

Page 31

LA VOIX DU NORD

mardi 30 août 2016

Un nouveau visage pour la Métropole européenne de Lille

(504 mots)

PAR LAURENT WATIEZ metro@lavoixdunord.fr Métropole lilloise. Pourquoi revote-t-on ? Parce que la loi l'impose. Le 17 décembr...

Page 32

LA VOIX DU NORD

mardi 30 août 2016

« Pas une volonté de notre part »(301 mots)

AUBERS. Pour l'anecdote, il est celui qui a fait basculer la balance dans le camp de la MEL. «Mais c'est uniquement parce q...

Page 33

**Courrier
picard**

mardi 30 août 2016

Le FN a « pré-investi » ses candidats dans la Somme (257 mots)

Le parti de Marine Le Pen investira officiellement en décembre 2016 ou janvier 2017 ses candidats aux législatives. Cependa...

Page 34

POLITIQUE NATIONALE

(10 articles)

Le Monde

mardi 30 août 2016

Messieurs les politiques, cessez de dégrader le lien avec la société! (1323 mots)

Page 36

L'élection présidentielle de 2017 suscite un nombre de candidatures sans précédent. C'est au moment où l'on compte le plus ...

LE FIGARO

mardi 30 août 2016

L'offensive de Fillon sème le trouble à droite (973 mots)

Page 38

PRIMAIRE Au lendemain de son discours sur la probité de la République et de ses élus, dimanche à Sablé-sur-Sarthe, F...

LE FIGARO

mardi 30 août 2016

Plusieurs élus des Républicains réclament un code de bonne conduite (637 mots)

Page 40

LE RETOUR des démons de la division de la droite? « Ça en prend le chemin », s'est alarmé Nicolas Sarkozy lundi sur RTL. Au lendem...

Aujourd'hui

mardi 30 août 2016

Les socialistes lancent leur campagne... sans candidat (561 mots)

Page 41

Colomiers (Haute-Garonne) De nos envoyées spéciales DES DIZAINES de camions de CRS. Un parking désert en forme de ...

Aujourd'hui

mardi 30 août 2016

Non, tout ne lui sourit pas (339 mots)

Page 42

MAIS OÙ EST PASSÉE Marine Le Pen ? Absente de la scène politique tout l'été, la présidente du FN s'est offert des vacances XXL en Br...

Aujourd'hui

mardi 30 août 2016

Et la flamme s'éteint (119 mots)

Page 43

C'est un symbole qui en dit long sur la stratégie de dédramatisation du Front national. Comme l'a relevé Europe 1 hier, la flamme tricolore et le...

Aujourd'hui

mardi 30 août 2016

Un père déterminé à se venger (140 mots)

Page 44

Ceil pour œil, dent pour dent. En annonçant qu'il présenterait des candidats aux législatives, Jean-Marie Le Pen entend bien prouver qu'il n'a pas...

Aujourd'hui

mardi 30 août 2016

Une nièce qui lui fait de l'ombre (148 mots)

Page 45

Omniprésente après les attentats de cet été, Marion Maréchal-Le Pen a marqué les esprits en annonçant qu'elle comptait intégrer la réserve milita...

Aujourd'hui

mardi 30 août 2016

Une image à adoucir (140 mots)

Page 46

« Je suis une femme libre, une mère, une Française et j'ai choisi de m'engager pour mon pays », se présente la présidente du FN sur son blog « Ca...

Aujourd'hui

mardi 30 août 2016

Une ligne politique à clarifier (157 mots)

Page 47

La patronne du FN, qui cherche à prendre de la hauteur, a dernièrement pris ses distances avec certaines propositions radicales. Ainsi a-t-elle é...

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Activité économique : quel est le moral des troupes en cette rentrée ?

Par Jean-Marc Petit et Kévin Moreau Moreau@lavoixdunord.fr Région. Le dernier pointage de la Banque de France était plutôt optimiste : production industrielle régionale en hausse, services en meilleure forme, créations d'entreprises en progression de 13% dans le Nord, défaillances en baisse de 2,2% au premier trimestre. De son côté, l'emploi intérimaire progresse de 10,6% au premier semestre. En espérant que ces postes se transforment en emplois pérennes. Selon la CCI de région, 40% des dirigeants sont satisfaits de leur activité de printemps. La production automobile progresse de 10%, les filières santé et numériques cartonnent... Tout irait-il pour le mieux en cette période de rentrée ? Notre petit sondage subjectif auprès de quelques décideurs tempère les ardeurs... Stéphane Latouche (directeur régional de la Banque de France) « Nous allons finir l'année dans un meilleur climat économique que nous ne l'avions commencé, avec des indicateurs régionaux bien orientés tant en production qu'en investissements. Pour autant, ce n'est pas la franche reprise. Nous rentrons dans une période qui risque d'être agitée politiquement, ce qui n'est pas porteur pour l'activité économique. Néanmoins, en termes de financement des entreprises, la situation a rarement été aussi favorable. » Frédéric

Motte (président régional du Medef) « Les chefs d'entreprises sont attentistes et attentifs. La problématique des attentats aura des conséquences sur l'activité économique, on le voit déjà dans le tourisme et la réaction des consommateurs. Enfin, alors que par le passé on avait remis l'entreprise au cœur des débats, on se rend compte que celle-ci est mise sur le côté en ce début de campagne présidentielle. Cela amène à moins de visibilité et donc moins de lisibilité pour les entreprises. » Olivier Tomasini (président régional de la Fédération française du bâtiment) « On vient de vivre quatre années terribles dans le bâtiment, on a peut-être perdu 25% de nos marchés. La chute a cessé, le climat des affaires s'est stabilisé. Pour autant, l'état d'esprit n'est pas au beau fixe. On peut espérer que ça ira mieux mais ça prendra du temps. Il ne faut pas croire que ça recrutera à nouveau. Je souhaite que les entreprises redeviennent pérennes, qu'elles puissent reconstituer des fonds propres, qu'elles puissent recruter en CDI, et que l'apprentissage soit relancé. Les inquiétudes sont du côté des commandes publiques. Elles représentent 22% du marché du bâtiment. Avec la baisse des dotations des collectivités, certaines ont coupé les investissements. » Luc Doublet (président de Nord France Invest) « Je suis plutôt confiant, l'international se porte bien

en région. Celle-ci est d'autant plus attractive qu'elle s'appelle les Hauts-de-France. On ne parle plus du Nord-Pas-de-Calais, y compris dans le bulletin météo national, cela change la perspective que l'on peut avoir sur notre région, qui apparaît de plus en plus belle et fréquentable dans les médias nationaux. La problématique du terrorisme, qui est internationale, n'a pas encore d'impact sur les investissements étrangers dans notre région. Les hommes d'affaires internationaux savent dépasser ce débat. Mais, de grâce, il faudrait aussi que notre vie arrête de battre à l'heure musulmane. Il est malsain de ne se focaliser que là-dessus. » Philippe Vasseur (président de la CCI de région et commissaire à la réindustrialisation des Hauts-de-France) « La situation économique régionale ne dérape pas mais reste fragile. Je continue à voir arriver pas mal de dossiers d'entreprises en difficulté. Dans une période électorale qui a commencé très tôt, il y a de l'attentisme chez les investisseurs. Cela ne va pas nous empêcher de faire preuve de volontarisme et de travailler avec tous les acteurs, États, Région, monde économique et politique. Je vais reprendre dès septembre mon programme de visite dans les sept régions prioritaires des Hauts-de-France, en commençant par le Dunkerquois. » ■



Sanitaire, social, ferroviaire, automobile... : les inquiétudes des syndicats

Les inquiétudes sont beaucoup plus précises du côté des grandes organisations syndicales. Pascal Catto (secrétaire général CFDT Nord-Pas-de-Calais) : « On va assister à une rentrée particulière, à quelques mois de l'élection présidentielle. J'ai des inquiétudes, notamment dans le secteur du sanitaire et social. Il n'y a plus de subventions du Conseil départemental. Il y aura forcément des impacts sur les salariés et sur les usagers. À Calais, il y a une baisse énorme dans les activités portuaires. Les transporteurs décident d'aller ailleurs. Cela aura des effets sur l'emploi. On va réclamer la tenue d'une conférence économique d'urgence. Il y a aussi une énorme baisse d'activité à l'hôpital de Calais. On veut anticiper les choses, on veut attirer l'attention des politiques et de

l'État. On sent cependant que l'activité économique repart. On espère une bonne répartition des richesses, dans les salaires et les investissements. Histoire que ce ne soit pas uniquement les actionnaires qui soient bénéficiaires. » Ludovic Bouverier (secrétaire général CGT-Métallurgie, Nord-Pas-de-Calais) : « J'ai du mal à être optimiste. Dans le secteur ferroviaire, je suis très inquiet pour 2017-2018. Le carnet de commandes est plus qu'allégé. C'est pire pour Alstom (à Petite-Forêt), où rien ne se profile, que pour Bombardier (à Crespin). Dans l'automobile, il y a une reprise mais pour combien de temps ? PSA a une usine de boîtes de vitesses et une de moteurs dans le Nord-Pas-de-Calais. Pareil dans l'Est de la France. Comment les productions vont-elles être réparties ? Un

choix est en train de se faire. Je pense que PSA est prêt à sacrifier la Française de mécaniques, à Douvrin, mais qu'elle va privilégier PSA Trith-Saint-Léger. Dans la métallurgie, un très gros combat va être mené pour maintenir les conventions collectives (conséquences de la loi Travail, où les accords d'entreprise vont primer sur les accords de branche). L'activité économique est-elle relancée ? Tout ce qu'on peut dire, c'est que les actionnaires s'en mettent plein les poches. La reprise pour qui ? Je pourrais vous citer une dizaine d'entreprises où les effectifs permanents ont baissé. Il faut des emplois stables, ils ont tendance à être détruits. À Renault Douai, c'est 1200 intérimaires sur 3000 à 4000 salariés. » ■



Chômage : à chaque territoire sa recette

EMPLOI. Le chômage a grimpé en flèche depuis 2008, mais certains bassins d'emploi ont réussi à le contenir. Que se cache-t-il derrière cette réalité ?

S'ENGAGER sur une baisse du chômage, promettre de retrouver le paradis perdu du plein-emploi... pas un politique n'y résiste. D'une campagne électorale à une autre, le refrain tourne en boucle. « Le chômage n'est pas une fatalité. Et j'inverserai la courbe », avait ainsi lancé François Hollande en plein entre-deux-tours des élections de 2012. Raillant alors le président sortant, Nicolas Sarkozy, qui avait dit, cinq ans plus tôt, que sa présidence « serait un échec si le taux de chômage ne revenait pas à 5 % en 2012 » ...

Qu'ils soient candidat à la présidentielle, député ou maire, l'emploi est, avec l'épineux sujet de la sécurité, leur thème de prédilection pour draguer les électeurs. La préoccupation numéro un des Français.

A-t-on tout essayé ? Nous avons voulu voir si localement, à l'ombre des projecteurs, certains réussissaient mieux que d'autres à s'en sortir. Pour cela, nous avons fait tourner

les calechettes, analysé les chiffres du chômage de l'Insee sur une période longue : entre le 1^{er} trimestre 2008 – au moment où la courbe a grimpé en flèche à cause de l'impact de la crise financière et économique – et le 1^{er} trimestre 2016. En huit ans, dans la métropole, le taux de chômage s'est envolé de 6,8 % à 9,9 % de la population active. Pas un endroit en France n'a été épargné.

Pourtant, certaines agglomérations ont mieux tiré leur épingle du jeu, en limitant la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Pourquoi ? Comment ? Nous sommes allés à Cherbourg (Manche), à Saint-Flour (Cantal) et à Houdan (Yvelines) pour comprendre les raisons de cette bonne résistance au chômage.

Verdict ? Il n'existe pas de modèle unique, mais plutôt un mélange d'ingrédients locaux : des élus qui retroussent les manches pour attirer les entreprises, des avantages géographiques bien exploités, des infrastructures adaptées, etc. Autrement

dit, les bonnes pratiques qui marchent à un endroit ne sont pas toujours transposables ailleurs.

D'autant que derrière un bon taux de chômage peuvent se cacher des artifices statistiques. « Beaucoup de zones d'emploi qui ont un faible taux de chômage sont en réalité des territoires peu attractifs qui perdent des habitants, notamment des jeunes », prévient l'Insee. Forcément, il est plus facile d'avoir peu de chômeurs quand la population s'en va...

Raison pour laquelle des économistes mettent en garde sur l'utilisation « politique » du fameux taux de chômage comme seul instrument de mesure de l'emploi. L'enjeu est bien évidemment d'inverser la courbe, comme le martèle François Hollande qui en fait la condition pour se représenter. Mais pas n'importe comment : en créant des emplois. ■

par Catherine Gasté Et Sébastien Lernould



L'ÉDITO

Promesses et réalité

Les bonnes vieilles promesses électorales ne s'usent jamais : en 2017 comme en 2012, les candidats, abracadabra, s'engageront à « inverser la courbe du chômage ». Il y a belle lurette que plus personne n'y croit. Mais les vieilles recettes ont la peau dure et les Français sont ainsi faits qu'ils oublient très vite qu'elles sont parfois indigestes... Pourtant, le chômage n'est pas une malédiction : ici ou là, sans poudre de perlimpinpin ni discours incantatoires, il est même tenu à distance, parce qu'une ville, une région et des entreprises ont su s'allier pour transformer leurs particularités locales en atouts. Les miracles n'existent pas et ce n'est pas le plein-emploi. Mais les bonnes nouvelles sont trop rares pour que l'on ne se réjouisse pas de ces exemples. ■

par Jean-Marie Montali



« Ce qui compte, c'est le nombre d'emplois créés »

Mathieu Plane, économiste à l'OFCE

POUR MATHIEU Plane, économiste à l'OFCE, un bon taux de chômage ne traduit pas forcément le dynamisme d'un territoire.

Face au chômage, certains bassins d'emploi résistent mieux que d'autres. Quels enseignements peut-on en tirer ?

MATHIEU PLANE. La crise n'affecte pas de façon équivalente l'ensemble du territoire français. On peut avoir des divergences importantes d'une région à une autre, liées en particulier à la spécialisation productive. Les régions les plus affectées sont souvent industrielles. Les régions de services ont plutôt mieux résisté. Cela dépend de la spécialisation ou non de certaines zones dans des secteurs en forte croissance, mais aussi du positionnement géographique : avoir de bons réseaux de transports permettant aux entreprises d'être bien connectées aux autres territoires pèse également.

D'un endroit à un autre, le taux peut néanmoins varier de 5 % à 10 %, voire plus...

Le taux de chômage n'est pas forcément le bon indicateur du dynamisme local en matière d'emploi. Parce que c'est un ratio comptable : cet instrument de mesure regarde le nombre de chômeurs rapportés à la population active. Or, quand cette dernière est assez faible, parce qu'il y a beaucoup de retraités ou d'inactifs, le taux de chômage peut être très bas. Il peut être biaisé par le fait que beaucoup de personnes sont parties chercher un travail dans un territoire plus dynamique. C'est typiquement le cas dans les petites villes, où les jeunes formés partent trouver un emploi dans une plus grande agglomération. Ceux qui restent sont les personnes plus âgées et celles qui ont du travail, parmi lesquelles les artisans, professions libérales, travailleurs indépendants ou fonctionnaires sont fortement représentés. Dans ces endroits, les emplois de salariés sont relativement peu nombreux.

Le taux d'emploi est-il un meilleur indicateur pour évaluer le dynamisme d'un bassin d'emploi ?

Oui. Car ce qui compte, c'est le nombre d'emplois créés. Or certaines agglomérations dynamiques peuvent afficher un taux de chômage relativement élevé, car elles attirent de nombreux actifs.

Que peut-on encore faire contre le chômage ?

Il n'y a pas de recettes miracles. Les très bons scores de taux de chômage de petites zones d'emploi ne sont pas transposables à de grandes agglomérations. Ensuite, quand on résorbe le chômage sur un territoire, on reporte le problème ailleurs. Pour sortir de cette impasse, il faut une politique nationale tournée vers la croissance : on n'a encore rien trouvé de mieux pour créer de l'emploi. Sauf que cette croissance fait cruellement défaut en France, mais aussi dans la zone euro. La France ne pourra pas s'en sortir toute seule. ■

(DR.)



Saint-Flour dit merci à l'A 75

Saint-Flour (Cantal)

De notre correspondant

A PRIORI, Saint-Flour (Cantal) et ses environs ne ressemblent pas à l'Eldorado de l'emploi. Pas d'entreprise du CAC 40 comme chez le voisin clermontois, ni d'industrie de pointe. Pourtant, l'agglomération s'en sort bien avec un chômage à 5,9%, qui n'a augmenté que de 1,4 point en huit ans. Entre 2008 et 2013, elle a réussi à limiter la casse, avec 2,8% d'emplois en moins, selon les derniers chiffres Insee.

Car elle a un atout majeur : l'A 75. L'autoroute, qui relie Clermont-Ferrand à Béziers gratuitement, passe sur la commune. C'est elle qui a décidé le groupe Man à ouvrir un garage de 2 000 m² à Saint-Flour en juillet. « Nous sommes l'importateur exclusif en France d'une gamme de remorque. L'autoroute gratuite à deux pas et la position centrale de la ville nous ont convaincus », explique Olivier Cassagne, à la tête du site.

Une attractivité assez récente. « L'autoroute est arrivée dans les années 1990. Ce fut un rendez-vous manqué. Nous n'avions pas la capacité d'accueil », reconnaît Pierre Jarlier, le maire (UDI) depuis vingt-trois ans.

Des avantages pour les entreprises

Alors, la communauté de communes a construit 4 zones où une cinquantaine d'entreprises se sont développées depuis quinze ans. Des zones qui ont profité de petites initiatives : aide à l'emploi, vente avantageuse de terrain, exonération de taxe professionnelle grâce au classement en ZRR (zone de revitalisation rurale). Et même la construction d'ateliers subventionnés à 33%. Fleurus, spécialisé dans la maroquinerie de luxe, a failli déménager pour se développer. Mais les avantages proposés ont fait mouche. L'an dernier, le site s'est agrandi de 3 000 m², créant une vingtaine d'emplois. Aujourd'hui, 130 personnes y travaillent. Majori-

tairement des femmes d'agriculteurs. « Il y a vingt ans, nous avions 20% d'actifs dans l'agriculture. La crise les a frappés, il a fallu leur créer des emplois dans de nouveaux domaines », poursuit Pierre Jarlier.

La population dans le bassin avait chuté de 10% à la fin du siècle dernier. Depuis dix ans, elle a augmenté de 2,4%, selon la communauté de communes. Pourtant, les jeunes continuent de partir. La scierie de Gilles Chadelat ne cesse de se développer depuis quarante ans. Aujourd'hui, il avoue « avoir du mal à trouver des salariés ». Et l'entrepreneur, sourire en coin, y voit l'une des raisons des bons chiffres du chômage. « Peut-être que les gens vont chercher du travail à Clermont. Et c'est là-bas qu'ils sont au chômage. » ■

Saint-Flour (Cantal). En zone rurale et peu peuplée, la ville a pourtant su profiter de l'autoroute A 75 pour favoriser l'implantation d'entreprises.

par Simon Antony



Les chantiers navals maintiennent Cherbourg à flot

Cherbourg (Manche)

De notre correspondant

UN CHÔMAGE à 9,2 %, rien de plus banal en France, avec une moyenne en métropole de 9,9 % selon l'Insee début 2016. Mais ce qui différencie Cherbourg (Manche) et son bassin d'emploi, c'est que, comparé à d'autres territoires similaires, il a bien mieux résisté à la crise : son chômage n'a progressé que de 1,6 point, contre 3,1 points en moyenne, depuis 2008. « Nos spécificités industrielles nous ont été favorables, explique Jean-Claude Camus, président de la chambre de commerce et d'industrie Ouest-Normandie. Il y a d'abord l'arsenal (DCNS) avec 2 200 salariés auxquels il faut ajouter 700 à 800 sous-traitants. Au-delà des effectifs, cette industrie assure une qualification ouvrière très élevée dont profitent en

permanence d'autres entreprises du secteur. Et pour toute cette filière, le plan de charge est actuellement très porteur. » Preuve du dynamisme : le second chantier naval de la ville, les Constructions mécaniques de Normandie (CMN), avec ses 320 salariés, a investi l'an dernier plus de 70 M€ dans une nouvelle usine.

Ce territoire enclavé profite aussi du nucléaire. La construction pharaonique, entamée en 2007, du réacteur EPR à Flamanville a mobilisé entre 1 000 et 4 000 salariés, auxquels s'ajoutent 1 100 salariés sur les réacteurs déjà en service. A quelques kilomètres, l'usine Areva de la Hague fait travailler 5 000 personnes. « Et les entreprises qui gravitent autour de ces grands donneurs d'ordre se portent également bien. Nombre d'entre elles, même si elles travaillent d'abord pour le nucléaire ou la défense, sont en plus allées cher-

cher des marchés à l'extérieur », explique Pascal Buléon, directeur de recherches au CNRS. Enfin, l'agroalimentaire reste dynamique : la coopérative des Maîtres laitiers du Cotentin, forte de ses 730 salariés, s'apprête à créer 200 nouveaux postes.

Mais, entre la réalité et le ressenti, il y a un monde. « On se réjouit de ces données mais, dans le même temps, on constate à Cherbourg que 18 % des commerces sont fermés, tempère Gilles Morlet, commerçant. Même si l'emploi est préservé, la ville-centre souffre et c'est parfois ce que les gens perçoivent d'abord. » ■

Cherbourg (Manche). La bonne santé des chantiers navals aide la région à tenir la barre face au chômage.

par Bertrand Fize



A Houdan, les PME se serrent les coudes

Houdan (Yvelines)

« NOUS SOMMES dans une région privilégiée avec un superbe cadre de vie où il fait bon vivre et travailler. » Chef d'entreprise à la tête d'un réseau local d'entrepreneurs, Marcel Filosa ne cache pas son bonheur de travailler à Houdan. Et pour cause : d'après l'Insee, le bassin d'emploi de cette commune des Yvelines connaît le taux de chômage le plus bas de France. Surtout, il résiste à la crise : il n'a augmenté que de 1,4 point depuis 2008, pour atteindre 4,6 %.

Pas de recette miracle. Mais une pincée d'avantages géographiques, une bonne dose de PME qui privilégient l'emploi local ajoutées à quelques mesures de politique volontariste composent un cocktail qui marche.

Si près, si loin. A quarante-cinq minutes de la capitale, le foncier est très attractif pour la région parisienne. « Il y a deux ans, j'ai racheté un terrain pour m'installer dans la zone industrielle de Bazainville. J'ai pu étendre mes locaux de 200 à 750 m² et embaucher quatre salariés », ra-

conte Christophe Blanadet, directeur du sous-traitant en électronique Soudotique.

Autre avantage du territoire : la solidarité entre les entreprises. « Il y a une volonté de favoriser l'activité locale. Je travaille avec une société de production de machines à côté dont l'activité est complémentaire de la mienne », poursuit l'entrepreneur. « Lorsqu'un de mes employés me quitte, je le recommande à d'autres employeurs du secteur », renchérit Patrick Mitchell, vice-président de l'Association des industries et entreprises du Pays houdanais (Aphie), un réseau qui fédère 125 entreprises du cru.

Les grandes surfaces boudées

En s'installant, Christophe Blanadet a également pu compter sur la cellule économique de la communauté de communes du Pays houdanais (CCPH). Tout est fait aussi pour protéger les commerces de proximité. Les élus locaux s'opposent à l'arrivée de grandes surfaces qui risqueraient

de les fragiliser. A Houdan, il est également interdit de remplacer un commerce de détail par des bureaux ou des logements. « La présence de nombreux emplois publics en crèches, en maisons de retraite ou à l'hôpital de Houdan assure également un emploi aux travailleurs moins qualifiés », complète Jean-Jacques Mansat.

Un tableau idyllique à nuancer, car le découpage de l'Insee peut agir en trompe-l'œil. « Même si nous avons de bons résultats, des villes comme la mienne ont un taux de chômage supérieur au reste de la zone d'emploi, prévient Eric Tondu, le maire (SE) de Maulette. Des communes plus éloignées, comme Montfort-l'Amaury ou Méré, avec des populations plus aisées et âgées, font baisser la moyenne. » ■

Houdan (Yvelines). Christophe Blanadet, qui dirige une société spécialisée dans l'électronique, a pu profiter de prix du foncier imbattables pour la région parisienne.

par Hendrik Delaire



VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

Et les Mille Vaches dans tout ça ?

D'un côté, une ferme « géante » (1000 vaches dans le projet initial, 500 selon l'autorisation préfectorale, un peu moins de 900 actuellement), traites trois fois par jour. Soit une production prévue, en 2016, de 9 millions de litres de lait, pour la ferme des Mille Vaches, située à Drucat, près d'Abbeville (Somme). Une production vendue à la coopérative belge Milcobel. De l'autre, une surproduction de lait à l'échelle européenne (152 milliards de litres en 2015, dont environ 25 milliards en France), qui aboutit à un prix du lait payé aux producteurs trop faible, qui ne couvre même pas leurs charges... À écouter les opposants à la ferme des Mille Vaches (l'association Novissen, la Confédération paysanne, etc.), le paradoxe est intenable, et cette exploitation imaginée par Michel Ramery, patron du groupe de bâtiment et travaux publics du même nom, décédé le 6 mai 2016, est un modèle d'élevage à proscrire. En somme, est-il raisonnable de rationaliser la production de lait, de baisser au maximum les coûts, de produire davantage au même endroit alors que le prix du lait est trop bas, et que l'Union européenne va inciter financièrement les éleveurs européens à diminuer leur production ?

« Le prix du lait n'a quasiment pas évolué en trente ans »

« La crise du lait actuelle n'a rien à voir avec nous », tranche Michel Welter, directeur de la ferme des Mille Vaches. « Il y a trois causes : l'embargo russe sur les produits agroalimentaires européens, en 2014 ; la fin des quotas laitiers, en Europe, en 2015, qui a été abordée différemment selon les pays. En France, les éleveurs ont baissé leur production d'environ 10%, alors que les producteurs belges et hollandais l'ont augmentée. Et une excellente récolte fourragère en 2015 a permis globalement de produire davantage pour moins cher. » « Le problème, c'est que le prix du lait n'a quasiment pas évolué en trente ans, alors que les coûts de production ont explosé », ajoute Michel Welter. Selon le directeur des Mille Vaches, en regroupant leurs cheptels à Drucat, Michel Ramery - qui possédait déjà une ferme à Airaines - et ses associés n'ont rien fait d'autre que les agriculteurs qui passent en GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) : se regrouper pour faire face et pérenniser l'élevage laitier en France, donc.

« Soit on accepte les élevages plus grands, soit on doit se résoudre à la disparition de l'élevage », prévenait, quelques jours après l'arrivée des premières vaches à Drucat, en septembre 2014, Olivier Thibaut, président de l'Union des producteurs de lait (UPLP) de Picardie, syndicat affilié à la FNSEA. L'UPLP pointait aussi, en avril 2015, le cynisme de la grande distribution, qui « demande aux transformateurs laitiers de ne pas travailler avec des élevages de grande taille », pour éviter les boycotts des consommateurs, mais dans le même temps cherche les prix les plus bas « sans se poser la question de l'origine ». Et Olivier Thibaut de préciser : « Les grandes surfaces n'ont ainsi aucun problème à importer du lait de l'étranger, comme par exemple l'Allemagne où les fermes de mille, deux mille, trois mille vaches, voire plus, sont nombreuses ». « Quand les éleveurs laitiers français auront disparu, où achèterons-nous notre lait ? À l'étranger », insiste Michel Welter. Et il s'interroge : « Les consommateurs sont-ils prêts à payer plus cher leur litre de lait ? » DENIS DESBLEDS ■



Les consommateurs picards sont divisés

Beaucoup de consommateurs ont de l'empathie pour les producteurs laitiers, reconnaissant que leur métier n'est pas facile et qu'ils sont « le maillon faible d'une politique européenne qui les emprisonne », déclare Émilie Vanzwaelmen qui vit près de Compiègne. Néanmoins ils ne souhaitent pas voir les prix augmenter en grande surface. « Je ne suis pas prête à payer mes yaourts plus cher » s'exclame Nadia Oualdou, 46 ans, d'Amiens. Elle ajoute « Des géants comme Lactalis font des marges énormes, ils peuvent augmenter leur prix d'achat du lait sans impacter le consommateur. » Pour Karine, qui avoue que les produits laitiers repré-

sentent un des plus gros budgets alimentation de son foyer « Il est hors de questions que les prix des produits finis augmentent. Je paye déjà assez cher ». Pour d'autres le lait en France est sous payé. « Les pauvres producteurs, je les comprends » s'exclame Guy Treunet de Flesselles, près d'Amiens. « Le lait n'est pas assez cher. Regardez ils l'achètent à 25 centimes le litre alors qu'en Allemagne c'est 35 centimes! » Aujourd'hui, après des négociations infructueuses la semaine dernière entre les producteurs et le groupe Lactalis, un appel au boycott des produits du groupe a été lancé sur internet. Avec déjà 2 000 signataires, sur

le terrain, en Picardie, tout le monde n'est prêt à se débarrasser de ses produits laitiers de prédilection « Je ne veux pas changer, j'aime ces yaourts-là! » lance un jeune amiénois qui fait ses courses avec sa mère « Pour un enfant c'est difficile de changer. En plus Lactalis c'est tellement large, qu'on ne serait même plus quoi acheter! », explique la mère. Idem chez Émilie, « Les yaourts la Laitière, je les achète pour me faire plaisir! Rapport qualité prix ils sont excellents. Je pense que oui, au début j'accepterais de les boycotter, mais après la gourmandise l'emporterait! Anne Kanaan ■



VP8 - CULTURE

Exposition sur Napoléon : ces œuvres que l'on verra dans un an au musée

PAR BENJAMIN DUBRULLE
arras@lavoixdunord.fr ARRAS.
Certes, l'exposition ne sera visible que dans un peu plus d'un an, mais la première présentation des œuvres donne déjà l'eau à la bouche. C'est Napoléon qui sera la star de ce troisième rendez-vous du partenariat unissant la Ville d'Arras, le Château de Versailles et la Région. De son enfance corse à son exil à Sainte-Hélène, toute la vie de l'Empereur sera évoquée. Près de cent cinquante œuvres seront exposées. Toutes appartiennent aux collections du château de Versailles. Et ça, c'est en partie grâce à Louis-Philippe qui au XIXe siècle a souhaité créer à Versailles des galeries historiques sur l'histoire de France avec une grande place réservée à Napoléon. Parmi les œuvres qui seront présentées à Arras, sortons-en quelques-unes très célèbres qui alimentent les livres d'histoire. En premier lieu : Bonaparte franchissant le Grand-Saint-Bernard, portrait équestre de Napoléon peint par David. Une œuvre à la

gloire du Premier consul même si pour la petite histoire, c'est à dos d'âne qu'il a franchi les Alpes. Même grandiloquence pour Bonaparte au pont d'Arcole de Gros qui montre le jeune général triomphant. La réalité fut tout autre, il a même failli se noyer ! « Napoléon a forgé son image sur ces tableaux à sa gloire, explique Frédéric Lacaille, le conservateur de l'exposition. On va donc présenter les œuvres et mettre une petite explication à côté. » Par contre, point de Sacre de Napoléon, le gigantesque tableau peint par David. Des portraits d'invités à ce sacre seront toutefois présents à Arras notamment celui Pie VII, pape de l'époque « obligé » de sacrer l'Empereur.

mettre en lumière ces œuvres

Les étapes de la vie de Napoléon Bonaparte seront donc évoquées chronologiquement. On y retrouvera ses conquêtes militaires, mais également

des portraits de famille, de généraux. Les contestataires du Corse seront présents comme Chateaubriand et Madame de Staël, tout comme les grands de l'époque en arts et société à l'image de Parmentier, le découvreur de la pomme de terre. Au niveau mobilier, le style « empire » sera évoqué avec par exemple le grand cabinet de l'Empereur aux Tuileries ou le cabinet de topographie. La grande colonne d'Austerlitz réalisée par la Manufacture de Sèvres en l'honneur de la campagne de 1805 fera le déplacement en Artois et pourrait même prendre place à l'entrée du musée. « Avec Napoléon, la France a repris sa place au premier rang des arts en Europe. Ces chefs-d'œuvre qui seront présents au musée des Beaux-Arts sont habituellement dispersés au château de Versailles dans des salles qui sont rarement visitées. Là, ce sera l'occasion de les mettre en lumière. » L'exposition « Napoléon à Versailles de l'empire à la légende » aura lieu d'octobre 2017 à novembre 2018. ■



Vers une gratuité au musée des Beaux-Arts

C'est Frédéric Leturque qui l'a annoncé, lundi midi, lors de la signature de la convention de partenariat Versailles à Arras. Il envisage de proposer, ces prochaines semaines, au conseil municipal de rendre gratuit l'accès au musée des Beaux-Arts. Attention, cela ne concernera pas l'exposition Ver-

sailles, ni les visites guidées. « La fréquentation du musée est en baisse, on tourne à moins de 30000 visiteurs par an. Or, on est obligé de mettre des agents d'accueil, ce qui n'est pas rentable. Je vais donc proposer au conseil municipal de rendre gratuit l'accès au musée. » Cela pourrait être inscrit au budget 2017. Pour cela, des

aménagements devraient avoir lieu. C'est ainsi qu'une entrée commune entre médiathèque et musée des Beaux-arts sera créée afin d'inviter les usagers de la médiathèque à découvrir les œuvres du musée. B.D. ■



VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Centre AFPA : « Plus aucune programmation sur le site »

Le directeur des ressources humaines présidait, hier, la réunion des délégués du personnel. « Il a confirmé qu'il n'y aura plus de programmation sur le centre de Beauvais. Les dernières formations, en cours, se termineront au premier trimestre 2017 », rapporte Gene Fouchs, élue déléguée du personnel. Le centre de formation AFPA est sous le coup d'une menace de fermeture. L'argument avancé est d'ordre financier. En 2017, le centre n'aurait plus les moyens de payer le loyer à l'État, nouveau propriétaire des lieux.

Remobilisation le 15 septembre lors des portes ouvertes

En juin dernier, les 35 salariés avaient mené un mouvement de grève devant les locaux, rappelant que le centre aidait, tous les ans, 500 stagiaires, dont 70% de demandeurs d'emploi. Gene Fouchs et les autres salariés ont encore de l'espoir. « Il n'y a aucune raison de fermer ce site. » Ils ont sollicité une rencontre, avec le directeur général de l'AFPA. « Lors du comité extraordinaire d'entreprise

de juin dernier, la direction nationale n'a pas mentionné de fermeture de centre en Picardie. On a l'impression d'avoir deux sons de cloche différents, entre la direction régionale et nationale. » Les salariés tenteront de profiter des portes ouvertes, prévues le 15 septembre prochain, pour plaider une fois encore leur cause auprès du grand public et des élus locaux comme régionaux. « Cela s'annonce compliqué mais on veut y croire encore », conclut la déléguée du personnel. FANNY DOLLÉ ■



VP11 - LYCÉES

Lycée des Hauts-de-Flandre : mobilité, numérique, langues...

Par isabelle ellender
seclin@lavoixdunord.fr SE-
CLIN. Sandrine Benafquir, la provi-
seur du lycée des Hauts-de-Flandre,
vient d'accueillir son nouveau bras
droit. Marie Bernadet, 35 ans, était
proviseur-adjointe l'an dernier au ly-
cée professionnel de Roubaix ; elle a
aussi été professeur de chimie indus-
trielle à LP Cousteau de Wasquehal,
puis a travaillé au bureau de forma-
tion du rectorat pendant quatre ans.
Mme Bernadet s'exprime avec un ac-
cent qui laisse deviner qu'elle est née
bien loin de notre région. « Je suis ar-
rivée dans l'académie de Lille il y a un
peu plus de dix ans », explique-t-elle,
tandis que Mme Benafquir sourit
« J'adore cet accent ! » La nouvelle
proviseur-adjointe s'est facilement
« habituée aux Nordistes, beaucoup
moins au temps du Nord ». Mais c'est
ici que sont les opportunités profes-
sionnelles et elle semble se plaire
dans son tout nouveau poste, dans
un établissement où la réussite au

bac (83%) est supérieure à la
moyenne régionale. Le parcours de
Marie Bernadet l'a conduite à tra-
vailler sur le numérique éducatif et
pour Sandrine Benafquir, « cela va
être précieux, nous irons encore plus
loin dans ce domaine », afin de dé-
velopper la communication dans la
communauté éducative, favoriser
l'apprentissage, les « ENT, espaces
numériques de travail » (notes, ca-
hier de textes, site internet du lycée
et bientôt ressources pédagogiques),
ainsi que les « Folios » qui vont per-
mettre aux élèves de « renseigner et
stocker les données relatives aux dé-
couvertes des métiers ». Le lycée des
Hauts-de-Flandre va étendre son ex-
périmentation sur les classes sans
notes : l'an dernier, seuls les élèves
de première année de CAP étaient
évalués par codes couleurs. Cette an-
née, ce sera aussi le cas chez les ter-
minales, les entrants en CAP et en
troisième prépa-professionnelle.
« Les listes de compétences à acqué-

rir permettent de mettre en valeur les
aptitudes des élèves », souligne San-
drine Benafquir. Il faudra juste ras-
surer et convaincre les parents. De-
puis plusieurs années, les élèves sont
encouragés à aller faire des stages à
l'étranger. La mobilité profession-
nelle restera un axe fort, avec des
stages à Madrid pour les sections
« commerce » et « industries », à Lis-
bonne pour les « gestion-administra-
tion » et les CAP. « Certains élèves de
terminales pourront même partir en
autonomie ». En 2017, Stockholm sera
une destination supplémentaire. En-
fin, le lycée se réjouit d'avoir obtenu
des moyens pour officialiser sa sec-
tion « discipline non linguistique »,
expérimentée sur fonds propres l'an
dernier. Certains cours (EPS, électro-
technique, maintenance des équipe-
ments industriels) se feront en an-
glais. Cela représente deux heures de
cours hebdomadaires en plus, pour
des élèves volontaires. ■



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

FRANCE

A Calais, près de 10 000 migrants dans l'impasse

L'Etat a convaincu la majorité des exilés de rester en France, mais le dispositif d'accueil est très insuffisant

Ashraf trébuche avant de récupérer in extremis son équilibre. Ce n'est pas la première fois que ses pieds butent sur l'enchevêtrement de cordes qui tendent les toiles de tente. « On a ajouté la nôtre la semaine dernière en arrivant, s'excuse le jeune Soudanais. Maintenant, on a du mal à passer. » Pourtant, son « quartier » de la « jungle » de Calais (Pas-de-Calais) n'est pas plus surpeuplé que le reste de ce bidonville où s'entassent près de 10 000 migrants. « L'équivalent d'une petite ville bretonne », soupire Yannick Le Bihan, le directeur France de Médecins du monde.

Officiellement, la préfecture y recense 6 900 personnes ; les associations, elles, en voyaient 9 000 mi-août. Jamais la « jungle » n'a connu une telle population. Jamais les exilés n'ont été aussi serrés puisqu'ils s'entassent sur une zone divisée par deux après l'évacuation de la moitié nord du campement par la préfecture en février. Alors que le seuil de saturation semble déjà atteint, les arrivées continuent à bonne cadence, comme celle de Raban, un autre jeune Soudanais qui, son sac juste posé, se met en quête d'une paire de chaussures, les siennes n'ayant pas survécu à la traversée à pied de la frontière alpine entre Vintimille et Menton (Alpes-Maritimes).

Les petites tentes basses, remplacées par des cabanes en bois par les associations l'hiver dernier, ont fait un retour en force, se coinçant dans les derniers mètres carrés libres. Et à l'intérieur des abris, les places sont

désormais très chères. « Il faut se contenter de l'existant, nous ne pouvons plus construire car la police a pour instruction de nous empêcher d'introduire des matériaux », regrette M. Le Bihan. En plus de ce changement de dimension, et de la densité effarante du lieu, la « jungle » a changé de fonction. Elle n'est plus seulement l'antichambre de la Grande-Bretagne, mais un lieu d'attente pour des migrants qui veulent majoritairement rester en France.

Les Soudanais, qui hier rejoignaient massivement la Grande-Bretagne, souhaitent désormais faire leur vie de ce côté-ci de la Manche. Comme beaucoup ont laissé leurs empreintes en Italie, ils sont sous le coup d'une décision de transfert vers ce pays, en vertu des accords de Dublin. Les retours vers l'Italie ne sont pas appliqués à Calais, mais la règle oblige ces demandeurs d'asile dits « dublinés » à attendre six mois avant de pouvoir déposer une nouvelle demande en France. Ils patientent donc là, au sein de leur communauté jusqu'à la fin du délai.

Quelques-uns partent ailleurs en France pour un hébergement en centre d'accueil et d'orientation (CAO), mais beaucoup cherchent à l'éviter car certaines préfectures opèrent, elles, des renvois vers l'Italie. « Face à cette situation, on se dit qu'il y aurait moins de monde à Calais si la France levait les accords de Dublin qui font perdre un temps fou à l'administration comme aux migrants », observe Vincent de Coninck,

le responsable de la région Nord pour le Secours catholique.

Asile en France

Une semaine après son arrivée, Aschraf n'a pas renoncé à rejoindre un oncle à Manchester. « Mais si je n'y arrive pas, alors je ferai peut-être comme les autres... », observe-t-il. « On verra. » Abdullah, lui, est afghan et a adopté une autre stratégie. Assis dans un coin d'ombre sous des arbustes qui bordent le chemin de la « jungle », l'étudiant en agronomie raconte avoir passé un mois et demi cet été à Paris sans pouvoir déposer sa demande d'asile. Il espère aujourd'hui que les Hauts-de-France lui réserveront un sort meilleur.

« On m'a dit que les demandes d'asile étaient traitées plus rapidement ici », avance-t-il. Pas si sûr. Désormais, l'enregistrement des demandes à Calais s'est mis au diapason du reste de la France. « La plate-forme de demande d'asile de Calais a un objectif : devenir aussi mauvaise que celle de Paris, pour éviter les arrivées massives de demandeurs dans la "jungle", nous avoue-t-on sans détour », se désole Vincent de Coninck.

Depuis deux ans, la politique du ministère de l'intérieur pour Calais repose sur deux pieds. D'un côté les autorités ont œuvré pour encourager les migrants à demander l'asile en France plutôt que de chercher à gagner l'Angleterre ; de l'autre, elles ont travaillé à désengorger la « jungle » en emmenant massivement des migrants ailleurs en France dans des centres d'accueil et d'orientation.

Après un démarrage difficile, les exilés calaisiens ont entendu le message et y répondent désormais massivement. Mais comme l'Etat ne s'est pas donné les moyens de sa politique, cet engouement pose de nouveaux problèmes.

Outre le fait que l'enregistrement des demandes d'asile et les propositions d'hébergement pour demandeurs d'asile, pourtant inscrites dans la loi, ne suivent pas, on se bouscule désormais pour partir vers les centres d'accueil et d'orientation de Bretagne, du Sud ou de l'Est. La veille de chaque départ vers l'une de ces structures, des migrants dorment le long de la rue d'où démarrent les bus pour avoir une chance d'y trouver place. Une bonne partie d'entre eux sont refoulés par la police et renvoyés dans la jungle au moment du départ. L'annonce le 10 août par la ministre du logement, Emmanuelle Cosse, du passage de 2 000 à 5 000 places de CAO fin septembre tarde à se concrétiser. Depuis le 1er août, il n'y a eu que 366 départs en CAO. Depuis le début du dispositif, le 27 octobre 2015, 5 413 migrants ont fait ce choix.

Dans la « jungle » surpeuplée, après qu'un Soudanais a été poignardé par des Afghans, dans la nuit du 22 au 23 août, la peur règne sur les plus jeunes. Devant sa tente, Saleh, un Erythréen de 17 ans, fait sa lessive en regardant sans cesse autour de lui. « Je suis là depuis deux mois, mais aujourd'hui j'ai peur. Les Soudanais et les Afghans se détestent et comme maintenant il y a un mort, j'ai peur des vengeance... On était cinq amis sous la tente et je reste seul parce que deux sont passés en Angleterre et deux partis en Allemagne. Moi je vais retenter les camions, mais je me suis déjà cassé le bras et j'ai peur d'un autre accident », résume le garçon. Comme beaucoup d'autres mineurs, Saleh vit là, se déplaçant à minima.

« Aveu d'impuissance »

Dans la jungle, écrasée par la canicule de la fin août, la vie s'écoule au ralenti. Seul le centre Jules-Ferry, où l'on mange, se douche et se soigne, a accru son activité, augmentant le nombre de repas servis, tentant de s'adapter aux besoins. « Nous servons entre 3 500 et 4 000 petits déjeuners et autant de repas à 15 heures. S'il y a besoin on peut monter encore », insiste le directeur du centre, Stéphane Duval, qui s'attache à ce que personne

n'attende plus d'une demi-heure pour être servi et vient de créer une file spécifique pour les personnes vulnérables et les mineurs.

« Bien sûr, l'Etat fait des choses à Calais. On ne dit pas le contraire », insiste Vincent de Coninck. « On aimerait quand même, ajoute Yannick Le Bihan, que ce soit plus anticipé, mieux dimensionné. Que le gouvernement arrête de courir après cette situation en constante mutation. » En pleine canicule, les points d'eau de cette ville d'une dizaine de milliers d'habitants sont squattés en permanence, les latrines ne suffisent plus pour la population et la promiscuité favorise toutes les tensions.

« Soit ce gouvernement ne mesure pas la gravité de la situation. Soit il ne sait plus quoi faire et sa non-action est un aveu d'impuissance », s'impatiente la maire de Calais, Natacha Bouchart. Le ministère de l'intérieur, comme la préfète du Pas-de-Calais, Fabienne Buccio, assurent de leur côté être « sur la bonne voie ».

Maryline Baumard ■



Mobilisation pour plus de 800 mineurs isolés

Ahmed a les cheveux dans les yeux, et pas de mère pour lui demander de les relever. Devant sa tente, dans la « jungle » de Calais, il est assis à l'ombre, engloutissant consciencieusement un litre de lait, à même la brique. Ce Soudanais de 16 ans n'est pas un cas isolé. Les jeunes mineurs venus seuls sont aujourd'hui très nombreux sous les petites tentes et dans les cabanes de bois. « France Terre d'asile en a recensé 862 le 26 août », observe Céline Schmitt, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en France.

Avec France Terre d'asile, La Voix de l'enfant et d'autres associations, Stéphane Duval, directeur du centre d'accueil de jour Jules-Ferry, fait vivre un groupe de copilotage sur ce sujet. « Nous avons pleinement conscience du problème », insiste Fabienne Buccio, préfète du Pas-de-Calais, qui en fait partie, c'est la raison pour laquelle nous ouvrons une nouvelle structure fin septembre. » Même si Mme Buccio s'annonce prête à « en doubler les capacités très vite », ce lieu n'accueillera que 74 jeunes dans un premier temps. « Commencer par savoir qui ils sont »

Aujourd'hui, 183 garçons sont hébergés dans les conteneurs du centre d'accueil provisoire (CAP) qui jouxte la « jungle » et 34 filles dans le centre d'hébergement des femmes. Un foyer de France terre d'asile peut en recevoir 45 à Saint-Omer et affiche désormais complet en permanence. Faute d'accueil suffisant, les autres traînent leur solitude dans la « jungle ». « Nous proposons une solution d'hébergement à tous ceux qui se manifestent. On pousse les murs pour eux », insiste Stéphane Duval.

Afin de mieux les connaître, il leur propose désormais une sorte de « carte de cantine », donnant un accès prioritaire aux douches et aux repas. « Quatre cents adolescents en ont déjà demandé une, et chaque jour de nouveaux viennent nous voir », se réjouit-il. Est-ce le premier pas vers un recensement officiel ? « Pour prendre ces mineurs correctement en charge, il est nécessaire de commencer par savoir combien ils sont et qui ils sont », insiste Céline Schmitt, dont les services sont prêts à aider la France sur ce point.

L'agence des Nations unies aimerait aussi doter Calais du « point bleu »

qu'elle a développé sur les routes migratoires en partenariat avec l'Unicef. « A chaque point bleu, un mineur trouve des aides diverses et un espace sécurisé où il peut récupérer », insiste la porte-parole. Calais devrait avoir le sien, estime-t-elle, car « la signalétique fonctionne bien sur la route et est déjà un repère pour ces enfants qui constituent à eux seuls 10 % des 100 000 arrivées sur les côtes italiennes cette année ».

Outre la prise en charge immédiate, rendue d'autant plus urgente que l'Unicef dénonçait en juin les menaces d'exploitations diverses qui pèsent sur les enfants migrant seuls, des solutions de long terme doivent être trouvées. Sur les 862 mineurs, les associations estiment qu'un quart aurait des liens familiaux directs avec des personnes vivant déjà au Royaume-Uni. Selon les accords de Dublin, la Grande-Bretagne doit les accueillir. Pourtant, le processus est très lent. Même si le gouvernement français s'enorgueillit que, depuis février, 55 jeunes aient pu rejoindre leurs familles outre-Manche.

M. B. (calais, envoyée spéciale) ■



FRANCE

Sarkozy en appelle au Royaume-Uni

Nicolas Sarkozy a demandé, samedi 27 août, l'ouverture, en Angleterre, d'un centre de traitement des demandes d'asile pour tous les migrants se trouvant à Calais. Lors d'un discours au Touquet (Pas-de-Calais), le candidat à la primaire de la droite pour l'élection présidentielle de 2017 a ainsi remis en cause à son tour,

après Alain Juppé et Xavier Bertrand, les accords du Touquet. Ceux-ci, signés en 2003, placent le contrôle migratoire sur le sol français. « Que les Anglais fassent le travail qui les concerne, a plaidé l'ancien chef de l'Etat. Ils organiseront des charters pour renvoyer chez eux les gens dont ils ne veulent pas. » Concernant les

migrants de Calais, « tous ceux qui y sont et qui demandent le statut de réfugié politique alors qui n'y ont pas droit doivent être reconduits dans leur pays tout de suite », a estimé M. Sarkozy. ■



POLITIQUE RÉGIONALE

POLITIQUE

**Xavier Bertrand fait
vérifier l'absence
de micros-espions**

Le président de la région des Hauts-de-France a fait vérifier l'absence de micros-espions dans les bureaux du conseil régional, selon France 3 Nord-Pas-de-Calais. Selon l'entourage de Xavier Bertrand, interrogé par France 3, cette pratique n'est pas exceptionnelle : *« Il nous a été recommandé de le faire. Des gens dont la sécurité est le métier nous ont dit que cela se faisait en cas d'alternance, ou dans des grandes entreprises ou institutions. Le but est simplement de sécuriser les bureaux du cabinet du Président, de certains élus, s'assurer qu'il n'y a aucun problème. »* Selon une entreprise de sécurité, cette méthode est utilisée en cas de soupçons vis-à-vis de l'ancienne équipe ou de quelqu'un en interne. Au final, rien de suspect n'a été découvert. Coût de l'opération : environ 5000 euros.

Un nouveau visage pour la Métropole européenne de Lille

PAR LAURENT WATIEZ
metro@lavoixdunord.fr Métropole lilloise. Pourquoi revote-t-on? Parce que la loi l'impose. Le 17 décembre 2015, les cinq communes formant la petite intercommunalité des Weppes ont voté la fusion au sein de la MEL. Pas forcément de gaieté de cœur, mais simplement parce que la loi sur la réforme territoriale du 7 août 2015 a fixé à 15000 habitants le seuil minimal des communautés de communes. Soit bien plus que les 6000 réunis autour de la CC Weppes. Toujours selon la volonté du législateur, l'arrivée de Bois-Grenier, Aubers, Fromelles, Le Maisnil et Radinghem-en-Weppes entraîne une réélection complète de l'exécutif métropolitain, installé depuis le 12 mai 2014. Un scrutin d'ores et déjà fixé au jeudi 15 décembre, auquel participeront 184 délégués et non plus 179. Déjà des perdants et des gagnants. Avant même le vote, trois communes ont déjà gagné un élu par rapport au

périmètre de 2014 et trois autres en perdent un. La raison? Tout simplement le dernier recensement démographique de l'INSEE, au 1er janvier 2016, sur lequel est basée la future répartition. Halluin passe ainsi de deux à trois élus, tout comme Wasquehal tandis que Wattignies double la mise avec deux sièges au lieu d'un. À l'inverse, Roubaix passe de 14 à 13, Loos de trois à deux et Mouvaux de deux à un. Les conseils municipaux doivent désigner leurs délégués par un vote avant le 1er novembre, a prévenu par lettre le préfet. Damien Castelain, en candidat du consensus. Sans surprise, le président centriste aspire au renouvellement d'un mandat confié le 18 avril 2014, par 108 voix sur 179. Une large victoire acquise avec le soutien de Martine Aubry, la gauche renonçant à briguer pour elle-même un fauteuil devenu inaccessible après la déroute des municipales. En l'absence de majorité absolue (voir la répartition ci-des-

sous), l'exécutif fonctionne sur le modèle du consensus droite-gauche, initié en son temps par Pierre Mauroy. C'est cette répartition, avec quelques ajustements, que défendra Damien Castelain d'ici au 15 décembre. La droite bienveillante. Ceux qui imaginaient un bouleversement des équilibres, dans le sillage des élections au Département et à la Région, en seront pour leurs frais. « La nouvelle élection n'aura pas lieu sur des critères politiques, c'est juste un changement administratif », tempore Géraud Darmanin, le vice-président en charge des transports. Ce n'est pas le grand soir de la métropole! » Pas de candidat a priori, et un soutien à Damien Castelain. D'ici l'élection, Florence Bariseau, la présidente du groupe MCU, rappellera les dossiers auxquels la droite est attachée, comme la police intercommunale des transports. ■



« Pas une volonté de notre part »

AUBERS. Pour l'anecdote, il est celui qui a fait basculer la balance dans le camp de la MEL. « Mais c'est uniquement parce que nous avons voté les derniers », s'amuse Alain Leclercq, maire d'Aubers (1600 habitants), l'une des cinq communes appelées à rejoindre la grande métropole lilloise. « Ce n'était pas une volonté de notre part, l'intercommunalité dans laquelle nous étions fonctionnait très bien », souligne à regret l'élu. Précisant qu'il s'agit bien « d'une fusion et non d'une dissolution ». Comprendre la mise au pot commun de toutes les compétences. Alors une bonne af-

faire pour les administrés? « Très bonne question, mais je n'ai pas toutes les clés! », ménage le maire d'Aubers, avant de donner quelques exemples.

Agréablement surpris

La contribution foncière des entreprises? « Elle est plus élevée à la MEL, de 5 à 6 points, mais l'augmentation sera lissée sur douze ans. Même chose pour la taxe transport, qui n'existait pas dans la CC Weppes, et qui sera elle aussi absorbée en douze ans. » Plutôt perdant, du coup. Et du côté des ménages?

« Certains taux sont plus bas à la MEL, mais des compétences vont revenir aux communes des Weppes, comme la prise en charge des personnels techniques ou la gestion et l'entretien des équipements sportifs. Tout cela implique des frais. » Au bout du compte, « il est beaucoup trop tôt pour apporter des réponses précises ». En revanche, il est déjà possible de porter un jugement sur l'accueil des petits nouveaux par Damien Castelain. « Les premiers contacts sont totalement positifs », se réjouit Alain Leclercq, je suis très agréablement surpris.»L. W. ■



Le FN a « pré-investi » ses candidats dans la Somme

Le parti de Marine Le Pen investira officiellement en décembre 2016 ou janvier 2017 ses candidats aux législatives. Cependant, bon nombre d'entre eux sont d'ores et déjà « pré-investis » même si leurs identités ne sont pas révélées. « Dans la Somme, toutes les circonscriptions sont pourvues sauf une. Ce seront des élu(e)s déjà connu(e)s sur le terrain », précise Éric Richermoz, le jeune (23 ans) secrétaire départemental du FN. Nommé en mai dernier, il succède à ce poste à Yves Du-

pille. Domicilié à Montdidier, il est également attaché parlementaire de la députée européenne Sophie Montel (Grand-Est) et incarne le renouvellement des cadres du FN voulu par Florian Philippot, dont il est proche. Quelques noms circulent avec insistance : dans la première circonscription (Amiens-Abbeville), celui de la conseillère régionale, Chantal Le maire ; dans la troisième circonscription (Ouest), celui de la conseillère régionale Patricia Chagnon, également conseillère municipale à Abbe-

ville ; dans la quatrième circonscription, celui d'Éric Richermoz. Ce dernier fait une malheureuse, en la personne de Patricia Wybo, conseillère départementale du canton de Corbie, qui était partante pour cette investiture. Yves Dupille, respecté conseiller municipal d'Amiens, cité dans la deuxième circonscription, fait savoir qu'il n'est « même pas candidat à la candidature ». Enfin, le nom de Nicolas Versaen est évoqué dans la cinquième circonscription. ■



POLITIQUE NATIONALE

Messieurs les politiques, cessez de dégrader le lien avec la société !

L'élection présidentielle de 2017 est la dernière occasion d'entendre les Français qui ne se sentent plus représentés par la classe politique. Il est urgent de rénover le système politique sous peine de ne plus pouvoir gouverner

L'élection présidentielle de 2017 suscite un nombre de candidatures sans précédent. C'est au moment où l'on compte le plus de candidats que la société se considère moins bien représentée par ses élus. A la fois plus vieillissante et globalisée, les profondes transformations qui bouleversent la société française depuis le début des années 1990 appellent, à l'évidence, une régénération de la représentation politique. Les cultures, les générations, les métiers, les manières de faire, les usages du monde qui trament notre corps social se retrouvent de moins en moins dans la représentation politique comme dans l'action publique restée entre les mains d'un Etat perclus et de gouvernants à la peine. Aujourd'hui, loin de s'en tenir à la revendication de nouveaux droits ou de nouvelles ressources, les individus sont devenus capables de les instituer eux-mêmes, avec ou sans le consentement des gouvernants, voire à leur insu, ce qu'illustre le -fameux processus de l'ubérisation.

Notre vie publique n'est pas parvenue à conjurer la tendance, pourtant périlleuse, à la séparation du politique et du social. Les Français se sentent de moins en moins représentés. Ils le disent comme ils le peuvent avec les moyens laissés à leur disposition, l'abstention ou le vote protestataire – à partir de 2017, ils utiliseront aussi le vote blanc. C'est évidemment l'un des sens qu'il faut donner au vote FN, répété et amplifié lors des élections présidentielles de

1988 (14,4 %), 1995 (15 %) et 2002 (16,8 %), le 21 avril apportant même la preuve que le contentieux entre les Français et leurs gouvernants est désormais en mesure d'ébranler l'élection du chef de l'Etat.

Spectaculaire, la dégradation de la relation entre gouvernants et gouvernés n'a inspiré aucune tentative de remède. La crise s'est donc amplifiée. Le 29 mai 2005, une majorité rejette le traité constitutionnel européen. Ce scrutin offrait une occasion de sanctionner, non pas la gauche ou la droite, mais la classe gouvernante, alors figurée par le camp favorable au traité. Nombre de responsables politiques préférèrent y voir un rejet de l'Europe.

Depuis ces trois décennies, dans lesquelles il faut voir une " *grande transformation* ", à la suite de l'historien de l'économie hongrois Karl Polanyi (1886-1964), les tentatives de recomposer la représentation politique du corps social émanent de la société elle-même, dans l'émergence de mouvements spontanés naissant et agissant en marge des grands partis, voire des élections : les « tondus », les « moutons », les « pigeons », La Manif pour tous, les « zèbres », les bonnets rouges, Nous citoyens, les zadistes, les « indignés », Nuit debout, La primaire des Français, voire, désormais, des variantes identitaires ou religieuses.

Abstention

Très différents les uns des autres, aucun de ces mouvements n'est jusqu'à

présent parvenu à gagner de l'ampleur, incitant les responsables publics à attendre leur épuisement. C'est une erreur d'autant plus grave que, fragiles, désordonnés et parfois groupusculaires, ces mouvements apparaissent d'autant plus que le travail de représentation de la nouvelle réalité sociale est moins pris en charge par les organisations politiques institutionnalisées.

La loi sur la parité et le passage au quinquennat (2000) sont les deux réponses émanant du corps politique que l'on peut répertorier. La loi instituant la parité est un événement bienvenu mais paradoxal, l'acte législatif procédant du refus obstiné des appareils politiques de s'ouvrir ne serait-ce qu'à la diversité du genre. Parfaitement efficace sur la composition des assemblées locales, la parité n'a eu encore que des effets limités sur la composition de la « représentation nationale ». De son côté, le passage au quinquennat ne répond aucunement aux attentes d'une meilleure représentation. Le référendum de validation, en 2000, batta tous les records d'abstention (69,8 %).

En réalité, loin d'ancrer la démocratie dans la nouvelle réalité sociale, cette évolution institutionnelle produit un effet contraire, par une surprésidentialisation de notre vie démocratique. La combinaison du quinquennat et de l'importation des primaires verrouille l'arrondissement de notre vie politique à l'élection présiden-

tielle, au moment où la société réclame une meilleure représentation de la diversité de ses préoccupations, des forces nouvelles et des enjeux qui l'animent. Si le principe des primaires substitue une procédure publique et démocratique à des mécanismes obscurs et autoritaires, l'arbitrage interne, d'une certaine manière, ménageait les apparences. Compte tenu de l'opinion que la population a de ses gouvernants, la publicité de cette compétition peut aussi bien servir la caricature d'une vie politique qui ne serait qu'une bataille entre des personnes pour des postes.

Une profonde rénovation de notre système politique est nécessaire, mais il y a peu de chance cependant d'en débattre lors de la campagne pour l'élection présidentielle. Les primaires, qui opposent un camp à lui-même, s'achèveront à la fin de janvier, trois mois avant le premier tour. Le temps fera défaut. La campagne du second tour pourrait être parasitée par la présence de la candidate du FN, ne permettant pas

d'ouvrir le débat sur notre vie politique, puisque, dans ce cas, il s'agira de convaincre une majorité d'électeurs de voler au secours de la République.

Ce fut fait une première fois, le 5 mai 2002. Retenons que ce jour-là pourtant, le " *raz-de-marée républicain* " n'a été qu'apparent : malgré la gravité de l'enjeu, plus de 8,3 millions d'électeurs n'ont pas jugé utile de prendre part au second tour ; 1,7 million d'électeurs, en votant blanc ou nul, n'ont pas voulu ou pas su choisir entre le chef de l'extrême droite et le président sortant, Jacques Chirac ; enfin, 5,5 millions d'électeurs ont voté pour Jean-Marie Le Pen. Au total, le 5 mai 2002, ce sont plus de 15,6 millions d'électeurs qui ont ignoré ou rejeté l'appel au consensus, soit 38 % des électeurs inscrits, ce qui est considérable. Nous avons toutes les raisons de penser que le niveau actuel du mécontentement est sensiblement plus élevé. Hélas, nous risquons fort de voir dans un nouveau 21 avril le problème à

surmonter alors qu'un tel événement serait, pour une large partie, l'expression de notre incapacité à représenter la société.

En trente ans, la société française a si profondément changé qu'elle est devenue méconnaissable au regard d'institutions qu'elle-même comprend ou accepte de moins en moins. Il est peut-être encore possible, une dernière fois, de prendre ou de conserver le pouvoir comme on le fait depuis 1965, mais il ne sera pas possible de gouverner. L'esprit de responsabilité commanderait de considérer l'élection présidentielle de 2017 comme la dernière occasion de poser la question de la représentation de notre nouveau monde social, faute de quoi, ce scrutin, loin de mettre fin à la crise larvée que nous vivons depuis quelques années, en marquera l'intensification.

Dominique reynié ■



L'offensive de Fillon sème le trouble à droite

Sarkozy affirme qu'il ne se donnera « pas le ridicule d'attaquer » son ancien premier ministre.

PRIMAIRE Au lendemain de son discours sur la probité de la République et de ses élus, dimanche à Sablé-sur-Sarthe, François Fillon n'amende pas son propos. Beaucoup y ont vu une critique à peine masquée de Nicolas Sarkozy, de son bilan à l'Élysée et de son souhait de concourir à nouveau alors qu'il reste sous le coup de deux mises en examen. L'ancien chef de gouvernement assure qu'il ne visait pas spécifiquement son concurrent, mais qu'il s'adressait « à tout le monde, parce qu'on a une dégradation de la vie publique ». « Ce que j'ai voulu dire en faisant référence au général de Gaulle, c'est que, si j'étais président de la République, je ferais fonctionner les institutions avec un souci d'exemplarité et de probité », a-t-il expliqué au micro de BFMTV, lundi.

« Je ne me donnerai pas le ridicule d'attaquer celui avec qui j'ai travaillé pendant cinq ans », a balayé d'un revers de la main Nicolas Sarkozy, interrogé au même moment sur RTL. L'ancien président a expliqué les critiques de Fillon par ses mauvais sondages et pris soin de le ramener à son rang d'ex-premier ministre dont il essaye pourtant de se libérer. Poursuivant sa démonstration, Sarkozy a rappelé que les électeurs craignaient que « la droite revienne à ses démons de la division ».

Les sarkozystes en sont convaincus : toute attaque est contre-productive. « La primaire, ça peut être le meilleur comme le pire, si on se contente de dénigrer et d'attaquer les autres. Autour

de Nicolas Sarkozy, nous voulons que ce soit le meilleur, et nous ne répondons pas aux attaques », souligne Brice Hortefeux. Lundi, Nicolas Sarkozy a réuni son équipe politique. François Fillon n'a fait l'objet que de quelques minutes dans la discussion... « La primaire ne peut pas être un concours de beauté personnalisé, rebondit Gérard Darmanin, coordinateur de la campagne de Nicolas Sarkozy. Il ne s'agit pas de faire une primaire molle, mais d'avoir un débat sur le fond. C'est ce que nous souhaitons. »

Les sarkozystes se sentent d'autant plus confortés sur cette ligne qu'ils ont reçu le soutien... d'élus fillonistes. Plusieurs d'entre eux ont appelé Nicolas Sarkozy pour exprimer une condamnation forte des propos de François Fillon. Présent à Sablé, Gérard Larcher, président du Sénat et soutien de la première heure de François Fillon, se veut très clair sur ce point : « Je suis engagé auprès de François Fillon depuis le début et je le resterai jusqu'au bout. Je lui ai d'ailleurs publiquement donné mon parrainage dimanche, mais j'ai trop souhaité que la primaire soit un succès numérique pour qu'elle ne se passe pas en toute transparence, loyauté et éthique », confie-t-il au Figaro. Membre du collège des sages de la primaire, Gérard Larcher a d'ailleurs appelé lundi matin François Fillon pour le lui dire expressément. Il n'est pas le seul. Avant le campus de La Baule en fin de semaine, Nicolas Sarkozy et Bruno Retailleau, fidèle filloniste et organisateur de ce rendez-

vous, se sont parlé. « Je suis et je reste fidèle à François Fillon, précise d'emblée le président des Pays de la Loire. Ce qui m'intéresse désormais, c'est de réussir le rendez-vous de La Baule. Ce sera le weekend du débat d'idées et pas celui des petites phrases ! » Ça tombe bien, Sarkozy et Fillon y sont attendus.



Les attaques de François Fillon contre Nicolas Sarkozy ont suscité l'inquiétude, y compris chez les partisans de l'ex-premier ministre. Photo : ÉLODIE GREGOIRE/LE FIGARO MAGAZINE, FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



Le député de Paris changera-t-il de ton et de discours? C'est peu probable, à en croire ses proches. « *At-il dit une seule chose de faux? Non! justifie Valérie Boyer. Il a expliqué qu'avec lui ce qui était toléré jusqu'à présent et dont les Français ne veulent plus ne sera plus possible s'il est président. Je ne vois pas ce qu'il y a de choquant.* » Bernard Accoyer a déploré lundi qu'on n'ait retenu qu'« *une seule petite phrase* » dans le « *remarquable discours* » de François Fillon, à qui il a réaffirmé son soutien. Jérôme Chartier rappelle que le député de Paris avait annoncé vouloir « *casser la baraque* » pendant la campagne. Au risque d'effrayer certains supporters? « *Certainement pas. Beaucoup d'entre nous attendaient de François qu'il change de braquet. Il ne va pas s'arrêter en si bon chemin* », se félicite le député du Val-d'Oise. ■

par Jean-Baptiste Garat [E@Figarat](#)
et Marion Mourgue [@Marion-Mourgue](#)

» Lire aussi **PAGE 15**

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *La primaire, ça peut être le “meilleur comme le pire si on se contente de dénigrer et d'attaquer les autres* ”
BRICE HORTEFEUX



Plusieurs élus des Républicains réclament un code de bonne conduite

LE RETOUR des démons de la division de la droite? « Ça en prend le chemin », s'est alarmé Nicolas Sarkozy lundi sur RTL. Au lendemain de la rentrée politique des principaux candidats à la primaire, une impression domine : la campagne sera musclée. Les charges les plus vives, habituellement réservées aux dernières heures avant le vote, n'ont pas attendu alors que la compétition n'aura lieu que dans trois mois...

Si François Fillon, le plus véhément dans sa charge, a été recadré par la direction des Républicains, le contour de l'expression des candidats n'a pas été clairement défini en amont. Seul le soutien des perdants au vainqueur est exigé.

« Théoriquement c'est au président par intérim, donc Laurent Wauquiez, de siffler la fin de la récréation. Mais il soutient Nicolas Sarkozy donc c'est un peu compliqué », observe le député Bernard Reynès. Ce dernier avait proposé une charte de bonne conduite en juin dernier dans le but de « véhiculer une image positive de la droite républicaine et du centre ». « Nous en avons débattu en bureau politique, le principe avait été validé. Il fallait toutefois revoir certains points. Mais l'été est venu et il n'y a pas eu de suite », explique l'élusarkozyste.

Aucune mesure coercitive

La question des sanctions avait été le principal point d'achoppement : « On ne va pas leur enlever des parrainages », avait déclaré au Monde Anne Levade, la présidente de la haute autorité de la primaire. Toutefois, libre aujourd'hui à un candidat de saisir l'instance. Même s'il ne pourrait pas attendre d'elle une mesure coercitive.

Bien conscient de la difficulté, Thierry Solère, l'homme chargé d'organiser la primaire, indique au Figaro qu'il présentera plusieurs propositions fin septembre pour régir « le mode de fonctionnement » entre tous les protagonistes.

Le député des Hauts-de-Seine veut demander au président du Sénat, Gérard Larcher, d'être la caution morale de la compétition. Proche de François Fillon, le troisième personnage de l'État était également présent samedi à Chatou au rassemblement d'Alain Juppé.

« Même s'il ne faut pas un débat aseptisé, nous devons trouver le bon réglage », soutient Thierry Solère qui refuse de voir la primaire dérapier. « S'ils ne veulent pas partir en vacances

ensemble, ok. Ça tombe bien parce qu'elles sont terminées. Maintenant, c'est la primaire », tranche le parlementaire. « C'est un exercice nouveau pour nous. Elle doit nous rassembler à la fin. »

Lundi, une porte-parole du parti, la sarkozyste Valérie Debord, a elle aussi émis le souhait « qu'un code de bonne conduite puisse être tenu, que nous soyons, a-t-elle dit, sur le registre des idées et non des personnes. Le parti sera garant de ce fait que nous soyons sur le registre des idées et non des attaques. »

En 2011, les socialistes avaient édicté une « charte éthique » imposant aux candidats de mener une « campagne constructive, loyale, centrée sur les idées et les propositions ». François Hollande, Martine Aubry et Ségolène Royal avaient même été successivement rappelés à l'ordre par l'avocat Jean-Pierre Mignard, alors à la tête de l'instance de contrôle de la primaire PS. Une nécessité qui s'imposera aussi à la droite, plaide Bernard Reynès : « Car le premier qui sortira la kalachnikov sera mort », prévient ce député des Bouches-du-Rhône. ■

par Tristan Quinault-Mau-
poil E@TristanQM



Les socialistes lancent leur campagne... sans candidat

PS. Le meeting de rentrée de la majorité, à Colomiers, a réuni hier les fidèles du président. L'occasion pour Manuel Valls et les autres d'étriller leur adversaire favori : Nicolas Sarkozy.

Colomiers (Haute-Garonne)

De nos envoyées spéciales

DES DIZAINES de camions de CRS. Un parking désert en forme de sas de sécurité. Le hall Comminges de Colomiers (Haute-Garonne) a des allures de bunker. Malgré un important dispositif de police (tenus à distance, 400 militants de la CGT ont tout de même manifesté devant la mairie), les fidèles du chef de l'Etat sont en terre amie, dans la première ville socialiste du département. C'est là, à 425 km de La Rochelle, historique rendez-vous de rentrée du PS, qu'ils ont organisé hier un rassemblement de soutien à l'action du chef de l'Etat. Un meeting comme une démonstration de force, en présence d'un Manuel Valls offensif, de treize ministres et des poids lourds de la majorité alors qu'à huit mois de la présidentielle, les candidats se bousculent à la gauche de la gauche sous l'air du « tous sauf Hollande ».

Une rentrée au parfum de campagne donc, même si ces hollandais n'ont pas officiellement de candidat : le président ne devrait dévoiler ses intentions qu'en décembre. Mais il n'est pas interdit de prendre les devants... « Il est temps de nous organiser », estime Didier Guillaume, un proche du président. « C'est reboostant ! » s'enthousiasme le ministre de la Ville, Patrick Kanner, convaincu

qu'à gauche, François Hollande est le seul à même d'atteindre le second tour de la présidentielle. Pour Jean-Christophe Cambadélis, patron du PS, sa candidature coule de source : « Je ne vois pas comment il peut dire : c'est sympathique, mais moi j'ai piscine. Son retrait, c'est l'émiettement de la gauche », prédit-il même.

Alors tant pis s'ils n'ont pas (encore) de candidat, les hollandais lui préparent le terrain, décochent des flèches à leurs adversaires. Et même leur adversaire : Nicolas Sarkozy, candidat « évident » des Républicains, fait office d'épouvantail favori, figure idéale pour espérer mobiliser les troupes à gauche. « Une menace considérable », a cogné le Premier ministre, l'accusant d'« imposer à toute la droite son agenda, ses thèmes et sa dérive ». Et de prendre « une responsabilité terrible en donnant corps à ce bloc réactionnaire ». « Je me félicite que la droite se droïtise, voire s'extrême-droïtise », avance un ministre, non sans cynisme.

Quel est le programme de ces socialistes en campagne ? « La République », répètent-ils, mise en danger par les djihadistes, mais aussi par les populismes qui poussent dans leur sillage, tant chez les Républicains qu'au Front national. Leur stratégie : se poser en garant de la stabi-

lité du pays... et défendre ardemment le bilan de leur champion. « Nous devons être fiers de ce que nous faisons », martèle Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Education. « Les solutions, justes, efficaces, modernes, c'est la gauche qui les a mises en place. Et je les revendique comme ministre de l'Intérieur et comme Premier ministre », défend Manuel Valls, se posant en chantre de cet appel à la mobilisation tout en fidélité à l'égard du chef de l'Etat. Ce qui n'interdit pas le chef du gouvernement de s'affirmer « loyal » mais « libre », et d'enfoncer le clou sur la laïcité. « Marianne, le symbole de la République, elle est sein nu parce qu'elle nourrit le peuple, elle n'est pas voilée parce qu'elle est libre ! » ose le Premier ministre, marquant une fois de plus sa différence. « La loyauté n'empêche pas une ambition personnelle », relève un ministre. Sait-on jamais... ■

Colomiers (Haute-Garonne), hier. Le Premier ministre, Manuel Valls, cible Nicolas Sarkozy : « une menace considérable », qui prend « une responsabilité terrible en donnant corps à ce bloc réactionnaire ». (AFP/Pascal Pavani.)

par Ava Djamshidi et Et Pauline Théveniaud

@AvaDjamshidi, @Pauline_Th



Non, tout ne lui sourit pas

PRÉSIDENTIELLE. Marine Le Pen, qui n'enregistre pas dans les sondages après les attentats de l'été, a plusieurs gros obstacles à lever avant 2017.

MAIS OÙ EST PASSÉE Marine Le Pen ? Absente de la scène politique tout l'été, la présidente du FN s'est offert des vacances XXL en Bretagne et dans les Pyrénées-Orientales entre mi-juillet et fin août, malgré une actualité ô combien chargée. Pour solde de tout compte : une intervention fin juillet au 20 Heures de France 2 après les attentats de Nice et l'assassinat du père Hamel, une lettre sur son blog pour réagir à la polémique au sujet du burkini, puis quelques communiqués... C'est tout. « Elle reste dans sa stratégie de retrait et de solennisation de sa parole », justifie l'eurodéputé Nicolas Bay. Seule image récente : une photo publiée hier sur Twitter par sa sœur Marie-Caroline, où les trois filles de Jean-Marie Le Pen posent dans un cadre bucolique avec une Marine Le Pen tout sourire et loin des turbulences... dans un hamac et un verre

de vin à la main. « Mais elle a travaillé tout l'été sur son équipe et ses thèmes de campagne. Il lui fallait ce temps au calme pour être prête. Et elle l'est », jure Sébastien Chenu, conseiller régional.

Une stratégie à double tranchant. Dans un contexte de fortes tensions religieuses et de menace terroriste, la candidate à l'Elysée aurait pu espérer marquer des points. Mais à la lecture des sondages des dernières semaines, le bilan est plus que mitigé : elle ne gagne qu'un point seulement, à 26 % d'opinions favorables chez les Français, dans le baromètre Elabe- « les Echos » publié début août. Plus troublant, elle baisse de 5 points (à 89 %) chez les sympathisants du Front national. Même constat dans le baromètre Ipsos- « le Point » publié il y a une semaine, où elle stagne à 25 %,

soit exactement le même niveau qu'en juin.

Marine Le Pen fera comme tous les ans sa rentrée samedi à Brachay (Haute-Marne). Histoire de reprendre le manche à huit mois d'un scrutin présidentiel où les défis, et les obstacles, sont encore nombreux pour elle. Inventaire. ■

Contrairement à ce portrait de famille publié hier sur Twitter par sa sœur Marie-Caroline (au centre) – où les trois filles de Jean-Marie Le Pen posent dans un cadre bucolique – la rentrée de Marine Le Pen (à droite, verre de vin à la main) ne s'annonce pas de tout repos.

par Olivier Beaumont

@olivierbeaumont



Et la flamme s'éteint

C'est un symbole qui en dit long sur la stratégie de dédramatisation du Front national. Comme l'a relevé Europe 1 hier, la flamme tricolore et le nom du parti ont disparu du matériel de campagne prévu pour les élections de 2017. « Ça n'a rien de nouveau. La flamme avait déjà disparu de ses affiches pendant la campagne de 2012. Et c'est une pratique qui existe chez les autres candidats », s'agace Nicolas Bay. Il n'empêche, pour les puristes, la pilule ne passe pas. « Tout gommer, c'est extrêmement dangereux. Cela rend d'autant plus indispensable la démarche de Jean-Marie Le Pen pour sauver ce qui peut encore être sauvé », répond Lorrain de Saint Affrique, proche du « Menhir ». ■

Le symbole et le nom du FN ont disparu du matériel de campagne prévu pour les élections de 2017. (DR.)



Un père déterminé à se venger

Œil pour œil, dent pour dent. En annonçant qu'il présenterait des candidats aux législatives, Jean-Marie Le Pen entend bien prouver qu'il n'a pas dit son dernier mot. Selon nos informations, la marque Jean-Marie Le Pen vient d'être déposée à l'INPI (Institut national de la propriété industrielle), pour permettre à ses can-

didats de se présenter sous cette bannière ! « On a déjà un socle de quarante circonscriptions en capacité de nous représenter », détaille son bras droit, Lorrain de Saint Affrique. Début octobre, c'est devant les tribunaux que leur conflit va se poursuivre, le président d'honneur réclamant sa réintégration de toutes les

instances du FN... et 2 M€ de dommages et intérêts. « Son pouvoir de nuisance politique est faible, mais son pouvoir de nuisance médiatique est encore bien réel. Ça va être un boulet, jusqu'au bout », soupire l'entourage de Marine Le Pen. ■



Une nièce qui lui fait de l'ombre

Omniprésente après les attentats de cet été, Marion Maréchal-Le Pen a marqué les esprits en annonçant qu'elle comptait intégrer la réserve militaire nationale. Et ses prises de position libérales et conservatrices font un carton dans l'électorat nostalgique de Jean-Marie Le Pen, jusqu'aux électeurs de droite déçus par Nicolas Sarkozy et pas

convaincus par la ligne modérée d'Alain Juppé. Résultat : cette posture offensive lui a permis d'enregistrer une importante progression chez les sympathisants FN, avec 7 points de plus dans le dernier baromètre Elabe à 88 % d'opinions favorables... Soit un point de moins que sa tante seulement. « Si les résultats électoraux sont en deçà des

objectifs l'année prochaine, Marine Le Pen risque d'être mise en difficulté dans la perspective du congrès qui aura lieu en septembre 2017, pronostique le politologue Jean-Yves Camus. Si des clivages internes éclatent au grand jour, c'est sa nièce qui pourrait en profiter. » ■



Une image à adoucir

« Je suis une femme libre, une mère, une Française et j'ai choisi de m'engager pour mon pays », se présente la présidente du FN sur son blog « Carnets d'espérances ». Chaque mot est pesé. Aucune référence au FN, encore moins sur son site Marine 2017, où son patronyme a... carrément disparu. La candidate à l'Elysée, qui cherche à incarner son slogan sur « la France apaisée », le sait : c'est à l'ensemble des Français qu'elle va devoir s'adresser dans les mois à venir, en gommant le maximum de références à l'histoire frontiste. Elle a même accepté de participer à la future émission de Karine Le Marchand, « Ambition intime » sur M 6. « Elle n'aime pas trop parler d'elle, et encore moins exposer sa vie privée. Mais elle sait que ça passera aussi par quelques concessions de ce côté-là », concède un de ses stratèges. ■



Une ligne politique à clarifier

La patronne du FN, qui cherche à prendre de la hauteur, a dernièrement pris ses distances avec certaines propositions radicales. Ainsi a-t-elle écarté cet été — à la surprise générale — l'idée d'interner les personnes fichées S, la jugeant contraire à la Constitution. « Dans la séquence actuelle, elle n'a pas besoin d'en rajouter, ni d'être dans le mauvais bruit

de fond médiatique. La droite s'occupe d'être dans la surenchère », décrypte le politologue Jean-Yves Camus. Pendant que les Juppé, Sarkozy, Le Maire et Copé, entre autres, s'écharpent, le FN espère présenter une autre image : « celle d'un parti qui travaille sur les sujets de fond », assure Jean-Lin Lacapelle, secrétaire national. Sept ateliers de travail sont

prévus d'ici Noël, dont le premier sur l'école. Mais hors de question de trancher entre les lignes Philippot (souverainiste) et Marion Maréchal-Le Pen (libérale). « Elle aura besoin de ces deux jambes pour gagner en 2017 », décrypte un membre de son cabinet. ■

